

# COMMISSION LOCALE D'INFORMATION AUPRES DU CNPE de DAMPIERRE-EN-BURLY

ASSEMBLEE PLENIERE DU 6 FEVRIER 2015

Liste des présents

## Membres à voix délibérative

Collège des élus (20/30) :

Claude de GANAY  
Alain FOURCAULT  
Maryse PELOILLE  
Thierry SOLER  
Emilie SOUESME  
Michel AUGER  
Pascal MENUVRIER  
Philippe NICOLAS  
Sylvain COUTANT  
Michel TINDILLERE  
Nadège CORCELLE  
Gilles LEPELTIER  
Jacques HEBERT  
Michel RIGAUX  
Bernard PRIEUR  
Claude BOCH  
Francis BURET  
Florence CLERTÉ  
Didier BERRUE  
Yvette BOUCHARD

Député - Président  
Vice-Président CLI /Mairie de Sully-sur-Loire  
Conseil général du Loiret  
Conseil général du Loiret  
Conseil général du Loiret  
Bonnée  
Les Choux  
Coullons  
Dampierre-en-Burly  
Gien  
Langesse  
Lion-en-Sullias  
Montereau  
Ouzouer-sur-Loire  
Poilly-les-Gien  
Saint-Aignan-le-Jaillard  
Saint-Benoit-sur-Loire  
Saint-Gondon  
Saint-Père-sur-Loire  
Saint-Père-sur-Loire

Collège non élus (9/26)

Philippe PERRUCOT  
Catherine BALITEAU  
Alain JEAN  
Christiane FRANCHINA  
Fabrice GORECKI  
André COPIN  
GEOFFRENET  
Henri COURBOT  
Marie LEGUAY

ACIRAD-Centre  
ACIRAD-Centre  
ACIRAD-Centre  
CCI du Loiret  
Chambre des métiers et de l'Artisanat  
SFEN Val de Loire  
Fédération dép de pêche du Loiret  
Ordre des Pharmaciens  
Chambre d'agriculture et JA 45

## Membres à voix non délibérative

Exploitant EDF

Patrice RISCH  
Aurélie FOLLENFANT  
Pascal BRAILLY  
Jacques ROSSIGNOL  
Philippe MARCHET

Directeur du CNPE  
CNPE – Chef mission com  
CNPE – Chef MSQ  
CNPE  
CNPE

Autorité de sûreté nucléaire

Rémy ZMYSLONY  
Edwan CHARTIER  
Mathieu COULOT

Division d'Orléans – Resp. du pôle REP  
ASN Orléans  
ASN Orléans

Gendarmerie	Ltnt-col VILLIERAC	État-major régional
SDIS	Cdt Gilles MAZET	SDIS 45
Presse	Mme Caroline BOZEC	La République du Centre
Secrétariat	Roland LEROUXEL	CG45

## Compte rendu

En introduction, Monsieur Claude de Ganay, président, accueille les participants, présente l'ordre du jour et laisse la parole à Monsieur Patrice RISCH, directeur du CNPE de Dampierre.

### **1. Bilan d'activité 2014 et perspectives 2015**

---

Présentation de M. Patrice RISCH (EDF - Directeur CNPE)

#### **1/ Sûreté**

Un nombre d'événements classés **stable : 3 ESS de niveau 1**,  
28 écarts (niveau 0). *Pour rappel le nombre d'écarts en 2013 était de 31*

20 inspections de l'Autorité de sûreté nucléaire soit une inspection / 15 jours  
1 évaluation internationale pendant 3 semaines par 31 pairs WANO  
1 évaluation de deux semaines par l'Inspection Nucléaire

7 exercices de crise, dont 2 réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers

6 exercices incendie.

Un seul arrêt automatique de réacteur (AAR)

#### **2/ Production : 23,2 TWh**

##### **Programme de maintenance :**

Plus de 250 jours d'arrêts pour rechargement de combustible, interventions classiques, contrôles, et renouvellement de composants

Une non qualité a généré une prolongation de 30 jours de l'arrêt pour visite décennale, un retard toutefois compensé en fin d'année par des arrêts très courts, les plus courts du parc EDF en 2014.

- Visite partielle de l'unité de production n°2
  - Epreuve hydraulique secondaire des GV
- Visite décennale du réacteur n°4
  - 3 contrôles décennaux fondamentaux
  - Remplacement d'une partie de tuyauterie du circuit primaire
  - Changement de stator

- Rénovation du packing de l'aéroréfrigérant

➤ Arrêts pour simple rechargement (ASR) : Tranches 1 et 3

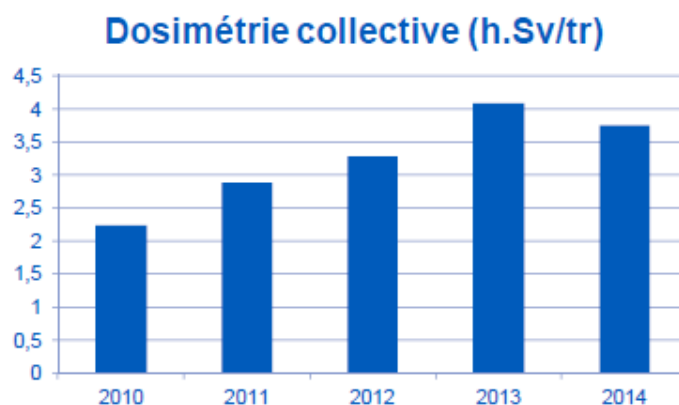
### **3/ Sécurité - radioprotection :**

➤ **Sécurité : TF à 3,7, contre 3,9 rn 2013**

Un nombre d'accidents du travail composés en majorité d'accidents de plain-pied et de manipulation d'objets.

➤ **Radioprotection**

Des résultats dosimétriques en baisse par rapport à 2013 malgré une visite décennale de la Tranche 4 prolongée



### **4/ Environnement**

L'objectif est de n'avoir aucun dépassement des limites réglementaires.

20 000 analyses ont été réalisées dans le cadre de la surveillance permanente de l'environnement tant en ce qui concerne les rejets liquides, thermiques que gazeux. Tous les résultats ont été inférieurs aux limites réglementaires annuelles

Le taux de valorisation des déchets conventionnels est en 2014 de plus de 97 %, contre 90,93 % en 2013, proche donc de l'objectif maximum atteignable.

### **5/ Ressources humaines**

Le CNPE emploie 1378 salariés permanents avec un taux de renouvellement fort : 94 embauches en 2014 et 503 recrutements depuis 2010 dont un tiers avec une expérience professionnelle.

Dans le domaine de l'accompagnement des jeunes et de la formation :

- 55 apprentis dont 31 nouveaux en 2014
- Une centaine de stagiaires école
- Près de 50 tuteurs expérimentés
- 185 000 heures de formation, notamment sur le simulateur et le chantier école.

### **6/ Solidarité et communication**

- Actions en faveur du sport adapté / handisport : soutien de M.Lambert, championne de France en handbike

- Solidarité en faveur du Téléthon, « des Jardins du cœur », des activités du secteur protégé, de l'opération « tulipes » avec le Lion's club, soutien à Electriciens sans Frontières...
- Environnement : partenariat avec le conservatoire des espaces naturels de la région Centre (Pastoralisme et fête de la Nature...)...

Communication :

- Un compte Twitter : EDFDampierre
- Un site internet : <http://dampierre.edf.com>
- Un n°vert : 0 800 20 12 99
- 12 lettres d'information externe

## **7/ Finances**

164 M€ d'achats dont

- 40 M€ pour les investissements pour la sûreté et la rénovation des installations.
- 20 M€ auprès des entreprises locales.



68,7 M€ de taxes versées par la centrale au cours de l'année 2014.




## **8/ Modifications post-Fukushima**

- Mise en place sur les 4 tranches de piquages permettant de réalimenter les piscines de stockage combustible par la Force d'Action Rapide nucléaire (FARN)
- Mise en place sur les 4 tranches de piquages permettant de réalimenter les réservoirs d'eau borée PTR par la FARN
- Mise en place de piquages sur les 2 réservoirs SER permettant le prélèvement d'eau par des moyens autonomes
- Réception de 2 compresseurs d'air supplémentaires autonomes de façon à disposer d'un compresseur/tranche
- Gréement des 2ème et 3ème équipes FARN

## **8/ Calendrier 12015**

Les principales dates du calendrier 2015 sont présentées ci-contre.

 <div data-bbox="311 1579 619 1646"> <p>• ASR tr2</p> </div>	<p>Durée cible : 30 jours</p> <p>Dosimétrie prévisionnelle : 204 HmSv</p> <p>Env. 800 intervenants</p> <p>Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf</p>
 <div data-bbox="295 1796 619 1863"> <p>• VP tr1</p> </div>	<p>Durée cible : 68 jours</p> <p>Dosimétrie prévisionnelle : 1036 HmSv</p> <p>Env. 1350 intervenants</p> <p>Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf</p> <p>Remplacement du stator de l'alternateur</p>

 <div>• ASR tr4</div>	Durée cible : 29 jours Dosimétrie prévisionnelle : 204 HmSv Env. 800 intervenants Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf
 <div>• OSART</div>	Evaluation par une équipe d'experts internationaux, mandatés par l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) du CNPE. Cette «OSART» (Operational Safety Assessment Review Team) évalue et compare, pendant 3 semaines, les pratiques d'exploitation et les performances du site, au regard des critères internationaux. 10 domaines évalués. Un CNPE est concerné chaque année, ainsi pour chaque CNPE, il y a une OSART tous les 19 ans.
 <div>• VP tr3</div>	Durée cible : 60 jours (non consolidé) Dosimétrie prévisionnelle : 733 HmSv Env. 1350 intervenants Rechargement du combustible avec ¼ de combustible neuf Remplacement de la ligne d'arbre

#### 9/ Point sur l'avancement des modifications post-Fukushima

- Mise en place sur les 4 tranches de piquages permettant de réalimenter les piscines de stockage combustible par la Force d'Action Rapide nucléaire (FARN )
- Mise en place sur les 4 tranches de piquages permettant de réalimenter les réservoirs d'eau borée PTR par la FARN
- Mise en place de piquages sur les 2 réservoirs SER permettant le prélèvement d'eau par des moyens autonomes
- Réception de 2 compresseurs d'air supplémentaires autonomes de façon à disposer d'un compresseur/tranche
- Gréement des 2ème et 3ème équipes FARN

Question Salle : Aucune

## 2. Cartographie des sols réalisée autour du CNPE de Dampierre-en-Burly en janvier 2000

Cette présentation est faite dans chaque CLI, suite à une demande d'une association.

Fin des années 90 début des années 2000, EDF a réalisé des cartographies de la radioactivité des sols autour de ses centrales nucléaires. Ces cartographies ont été réalisées avec un spectromètre gamma placé sous un hélicoptère. Ce dispositif dénommé IHELINUC, permet la mesure du rayonnement gamma émis par la surface analysée.

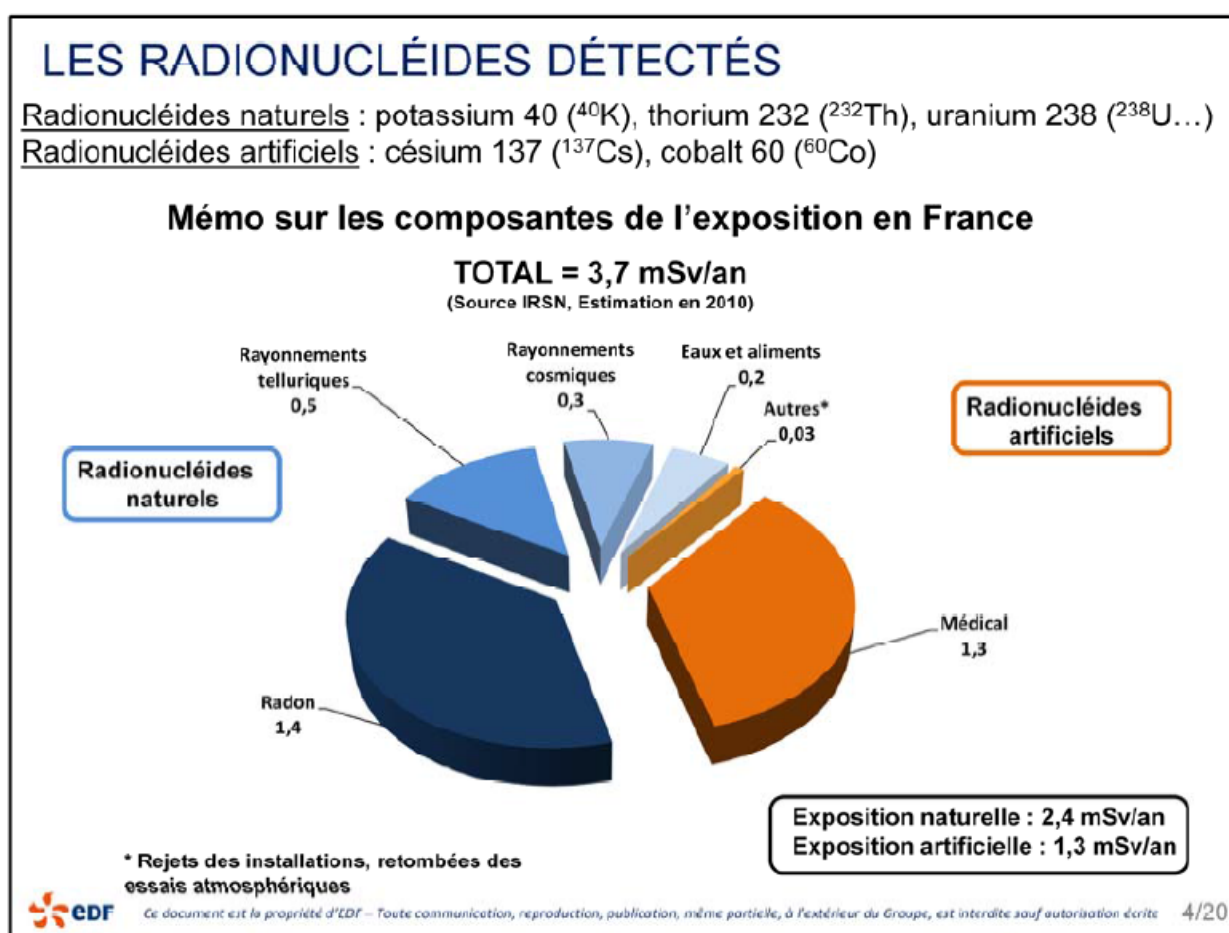
Ces cartographies ont été effectuées par le CEA avec le système HELINUC du groupe INTRA. Le groupe INTRA pour « INTERvention Robotique sur Accident» a été créé en 1988 après l'accident de Tchernobyl par EDF, CEA, et AREVA avec pour objectif de disposer, et le

cas échéant de développer, des outils d'intervention en zones contaminées, après un accident notamment.

Les cartographies radiologiques sont effectuées avec une succession de mesures dont le temps d'acquisition varie de 1 à 3 secondes. Le système de détection placé sous l'hélicoptère, qui se déplace à une hauteur de 40 m et autour de 70 km/h, identifie le radionucléide en fonction de ses caractéristiques d'émission, et sauvegarde les données associées à la position GPS de l'hélicoptère.

A l'issue de chaque mesure, les données acquises sont traitées informatiquement en vue de restituer une cartographie sous forme d'activité spécifique : Bq/kg pour les radionucléides naturels (uranium, thorium et potassium), représentative des 50 premiers centimètres de profondeur, ou surfacique : Bq/ml pour les radionucléides artificiels (césium et cobalt).

La zone à survoler est divisée en profils équidistants représentant la trajectoire idéale de l'hélicoptère durant les opérations de mesure. Chaque acquisition représente le rayonnement émis par un disque d'un rayon de 80 m.



Les radionucléides identifiés sur ces cartographies sont de deux types:

1/ les 3 principaux radionucléides naturels présents dans le sol: le potassium ( $^{40}\text{K}$ ), le thorium ( $^{232}\text{Th}$ ) et l'uranium ( $^{238}\text{U}$ ). leur présence varie selon la nature du sol : jusqu'à plusieurs centaines de Bq/kg pour des terrains sédimentaires, à plusieurs milliers de Bq/kg pour des terrains granitiques.

L'exposition due à la radioactivité du sol représente en moyenne en France 0,5 mSv/an à comparer à la dose totale moyenne de 2,4 mSv/an. On retrouve ces radionucléides naturels dans des produits manufacturés utilisant des minerais comme matière première comme par

exemple dans les engrais et les matériaux de construction. On parle alors de radioactivité naturelle renforcée.

2°/ HELINUC permet aussi de détecter 2 radioéléments artificiels issus de l'activité humaine: le césium 137 et le cobalt 60 dont les sources principales dans l'environnement en France sont les retombées des essais atmosphériques d'armes nucléaires et les retombées de l'accident de Tchernobyl.

#### **Au niveau national, en moyenne :**

##### *Exposition naturelle:*

- les rayonnements cosmiques (particules élémentaires) : 0,3 mSv/an
- les rayonnements telluriques (Uranium, Thorium, Potassium) : 0,5mSv/an
- l' ingestion et l'inhalation, avec une composante importante due à l'inhalation du radon (de l'ordre de 1,4 mSv/an), et la contribution de l'eau et des aliments (potassium 40 pour l'essentiel) de l'ordre de 0,2 mSv/an.

##### *Exposition artificielle:*

- les applications médicales (radiographie, scanner, radiothérapie) de l'ordre de 1,3 mSv/an
- les activités industrielles, dans lesquelles s'inscrivent les retombées des essais atmosphériques d'armes nucléaires et les retombées de l'accident de Tchernobyl, de l'ordre de 0,03 mSv/an.

#### **Au niveau local, sur le site :**

##### *Exposition naturelle:*

Potassium ( $^{40}\text{K}$ )	Activité moyenne : ~ 500 Bq/kg  Exposition externe : 0,12 mSv/an	= contribution moyenne (500 Bq/kg) de ce qu'il est habituel de rencontrer pour ce radionucléide.  Les rives de Loire présentent une activité plus élevée car elles sont soumises à l'influence des alluvions riches en potasse et à l'utilisation d'engrais bordant les champs bordant le lit de la Loire  Expo externe : correspond au rayonnement tellurique du potassium 40, soit l'exposition externe due à ce radionucléide pour une personne qui resterait une année au même endroit.  Dans les engrais phosphatés, on peut trouver des activités allant jusqu'à 2500 Bq/kg de potassium 40, 4600 Bq/kg d'uranium 238 et une proportion de thorium 232 plus variable mais inférieure à la teneur en uranium.
Uranium ( $^{238}\text{U}$ )	Activité moyenne : ~ 40 Bq/kg  Exposition externe : 0,11 mSv/an	Dans la moyenne de ce qui est mesuré dans les sols (quelques dizaines à quelques centaines de Bq/kg). Zones avec une activité moins élevée (de 0 à 15 Bq/kg) : zones boisées, voire en eau (étang, Loire), avec un effet écran. Zones avec une activité légèrement plus élevée (entre 30 et 70Bq/kg) : s'expliquent par la présence de parcelles cultivées où des engrais phosphatés ont dû être utilisés et par la variation de la nature géologique des sols.
Thorium ( $^{232}\text{Th}$ )	Activité moyenne : ~ 35 Bq/kg  Exposition externe : 0,13 mSv/an	Même type de répartition que pour l' $^{238}\text{U}$ : Activité moins élevée en zone boisée et plus élevée sur parcelles exploitées avec des engrais.  L'exposition externe correspond au rayonnement tellurique.

La somme des contributions moyennes dues à ces trois radionucléides naturels des sols (potassium, uranium, thorium) est de l'ordre de 0,36 mSv/an comparable à la moyenne nationale de 0,5 présentée avant (cf. camembert transparent 4).

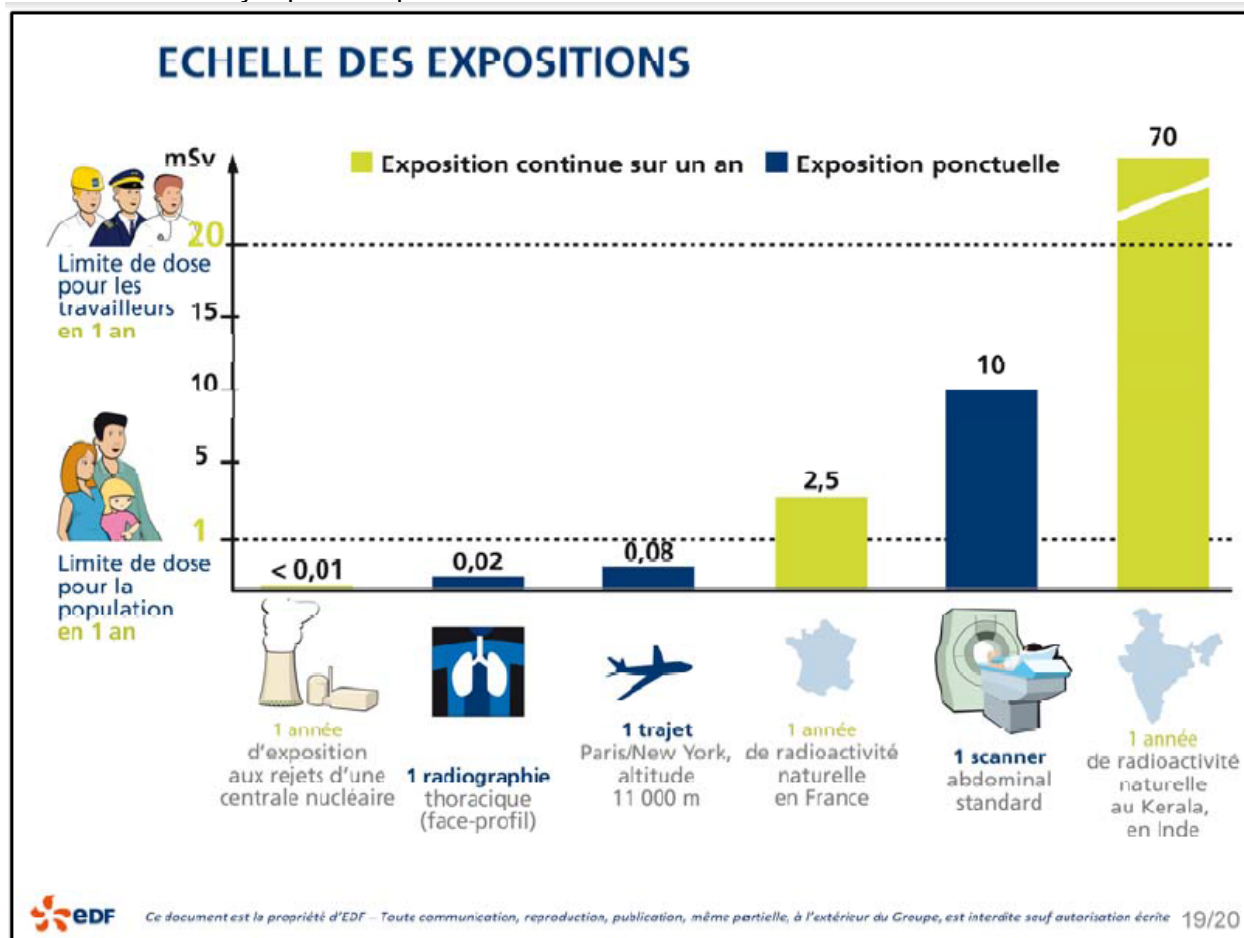


### Exposition artificielle:

Cesium ( $^{137}\text{Cs}$ )	<p><b>Hors site</b> Activité moyenne : Entre 1000 et 3000 Bq/kg</p> <p><b>Interne au site</b> : liée à l'activ industr.</p> <p>Exposition externe : 0,06 mSv/an</p>	<p><b>Extérieur du site</b> : Activité correspond aux retombées de l'accident de Tchernobyl.</p> <p><b>A l'intérieur du site</b> : Il ne s'agit pas de radioactivité présente en surface ou dans le sol, comme sur les précédentes cartographies relatives aux radionucléides naturels. L'image rendue correspond à la détection de l'émission de rayonnement gamma des bâtiments de traitement des effluents, des bâches d'entreposage d'effluents radioactifs liquides, des zones d'entreposage de déchets.</p> <p>Cette absence de radioactivité en surface est confirmée par les contrôles radiologiques réalisés par l'exploitant dans le cadre de la propreté radiologique (contrôles voiries) ou de la surveillance de l'environnement du site (mesure des aérosols, débit de dose gamma ambiant en clôture, eaux de pluie, herbe, sol).</p>
Cobalt ( $^{60}\text{Co}$ )	<p><b>Hors site</b> nulle</p> <p><b>Interne au site</b> : liée à l'activ industr.</p>	<p>Interne au site : comme pour le Césium l'activité détectée correspond à l'activité industrielle (entreposage).</p>

Cette radiographie ne se substitue pas au recueil quotidien de mesures. Plus de 20 000 mesures, beaucoup plus précises, sont ainsi effectuées chaque année.

En conclusion il n'y a pas d'impact mesurable du CNPE sur son environnement.





Question de la salle :

Y a-t-il corrélation entre le mode de mesure par hélicoptère et celles faites au sol ?

Rép : Oui. Si on avait un déversement accidentel, on en verrait la trace et il y a bien corrélation. La méthode utilisée correspond à une profondeur de sol extrait de 40 cm d'épaisseur. Les mesures au sol permettent néanmoins d'avoir une mesure bien plus précise.

### 3. Système d'autorisations internes

---

*Contexte :*

Dans le cadre de l'exploitation des unités de production, certaines interventions nécessitent une modification temporaire de l'installation ou des règles d'exploitation. Ces modifications font l'objet d'un dossier d'instruction afin de définir les parades permettant de les réaliser sans affecter la sûreté.

Ces modifications nécessitent une déclaration, selon l'article 26 du décret procédures du 02/11/07, et une autorisation préalable de l'ASN avant d'être mises en œuvre.

Toutefois **l'ASN peut déléguer cette autorisation à l'exploitant selon l'article 26 du décret procédures du 02/11/07 pour des modifications mineures**, moyennant la mise en place d'une organisation appelée **Système d'Autorisation Interne (SAI)**. Ce système d'autorisation interne a été validé par l'ASN pour l'ensemble des sites le 24/07/2014.

Des critères, dits d'éligibilité, validés par l'ASN, permettent de définir ce qu'est une modification mineure.

En cas de modification mineure le site constitue un dossier analogue à celui transmis habituellement à l'ASN, mais demande l'autorisation à la Direction de la Production Nucléaire d'EDF. Un comité valide le caractère mineur de la modification proposée. Si la modification ne correspond pas à l'un des critères d'éligibilité validés par l'ASN, le dossier est refusé et le site doit déclarer la modification à l'ASN au titre de l'article 26.

Si le comité valide le caractère mineur de la modification proposée une instance de Contrôle Interne (ICI), composée d'experts de l'ingénierie nationale et de membres de la filière indépendante de sûreté, instruit la demande de modification et propose un avis (favorable, favorable avec des réserves ou un refus).

Un membre de la Direction de la Production Nucléaire délivre ou refuse l'autorisation de réaliser l'opération envisagée sur l'avis de cette instance. La modification ne peut pas être mise sans œuvre sans cet accord.

#### ➤ Communication et information

*De l'ASN :*

Notification avant chaque mise en œuvre de modification,

Bilan annuel contenant :

- les modifications ayant fait l'objet de réserves ou d'un avis défavorable,
- les éventuelles difficultés de mise en œuvre,
- les dates de mise en application.

*De la Commission Locale d'Information :*

- Présentation de la procédure lors de la première mise en application sur la centrale de Dampierre-en-Burly,
- Information sur le fonctionnement du SAI intégrée dans le rapport annuel de sûreté et de radioprotection de la centrale au titre de l'article L125-15.

#### Questions de la salle :

##### ➤ Quels bénéfices attendus ?

Rép : Les avantages sont de plusieurs ordres :

*Laisse à l'ASN plus de temps et de latitude pour traiter les dossiers les plus importants (comme les DUS).*

*L'instance de contrôle interne est basée sur l'astreinte. Les événements peuvent donc être traités en continu, d'où une plus grande réactivité et une plus grande responsabilisation de l'exploitant.*

## 4. Observations de la CLI sur la demande d'autorisation de forage et pompage

---

### ➤ Observations de la CLI

#### Contexte étude

La CLI déplore ne pas avoir été destinataire des éléments de réponse d'EDF aux prescriptions spécifiques à la source froide, qui lui auraient permis de mieux appréhender le dossier ;

Elle observe que la saison de réalisation des essais n'est pas précisée. Il lui semblerait judicieux de faire ces essais dans les conditions enveloppes les plus pénalisantes ;

#### Essais de pompage

Le contenu de l'étude d'impact proprement dite est très détaillé et les mesures proposées semblent adaptées ;

#### Exploitation pérenne

- En phase pérenne 8 puits seraient exploités et 90 000 m<sup>3</sup> maxi prélevés annuellement.
- La CLI **estime insuffisants les développements qui conduisent à dire, dans l'addendum, que l'exploitation en phase pérenne n'a pas d'incidence sur la ressource en eau.** Elle juge que dès la première demande d'autorisation, ce sont les volumes en phase pérenne qui auraient dû être pris en compte pour élaborer l'étude d'impact.
- L'étude est faite pour des essais ou une exploitation normale, mais pas en situation accidentelle. La CLI s'interroge sur l'éventuelle fragilité du dispositif aux effluents radioactifs qui seront rejetés par la centrale en cas de situation accidentelle ;
- L'apport d'un débit de 75 m<sup>3</sup>/h sera-t-il suffisant pour compenser le débit maximal instantané de 12,3 m<sup>3</sup>/s, à pleine puissance, soit 590 fois moins ? Certes les réacteurs seront à l'arrêt et seuls le cœur à l'arrêt, les piscines de désactivation et certaines installations importantes devront être refroidies, mais la question mérite d'être posée : l'étude des besoins d'apports en débit instantané pour une situation de longue durée a-t-elle été réalisée ?
- L'estimation du volume nécessaire pour un refroidissement complet du cœur, des piscines et des installations a-t-elle été faite selon différents scénarios de durées d'accident ? Si oui le volume disponible dans la nappe alluviale sera-t-il suffisant ?
- Des dispositifs de by-pass et d'injection de l'eau de secours ultime ont-ils été prescrits et quelle est leur échéance ?
- La CLI s'interroge sur le devenir des eaux d'appoint en situation accidentelle, susceptibles d'être contaminées.

- Par sécurisation, la construction de deux puits de pompage dans la nappe de craie, en sus des puits de pompage dans la nappe alluviale, afin d'assurer un approvisionnement suffisant en cas d'absence de séisme, ne serait-elle pas utile ?

### Réponse apportée en séance par EDF :

#### *Sur la période de réalisation des essais :*

Les essais permettent de caractériser entre autre la productivité de la nappe des alluvions. Les résultats de ces essais seront ensuite analysés par un service d'EDF (TEGG) et comparés avec les données historiques de la nappe. Ils permettront de valider la réalisation pérenne des puits.

Dans le cas le plus pénalisant envisagé avec une nappe au niveau 116m, le rabattement induit par un pompage de 60 m3/h pendant 7 jours a été évalué à 1,5m au niveau du puits et de l'ordre de 0,5m à 50m de ce dernier.

De ce fait, il n'est pas nécessaire de réaliser ces essais en période d'étiage.

#### *Sur la fragilité du dispositif par rapport aux effluents rejetés :*

L'objectif de ce dispositif est l'apport d'eau de refroidissement notamment via les circuits de refroidissement secours des générateurs de vapeur et de l'enceinte. L'eau prélevée en nappe alimentera deux réservoirs permettant de refroidir d'une part le circuit secondaire et d'autre part le circuit primaire.

Les effluents radioactifs éventuellement rejetés par la centrale n'affecteront en rien le dispositif.

De plus, les eaux d'appoint utilisées pour le refroidissement des générateurs de vapeur ne sont pas contaminées dans le cas d'une situation accidentelle. La vapeur non contaminée est rejetée à l'atmosphère. Les eaux d'appoint utilisées pour refroidir le circuit primaire restent confinées dans le bâtiment réacteur.

#### *Sur les besoins en eau :*

La nature des besoins en eau et les calculs pour le dimensionnement du volume et du débit à fournir ont été effectués par le SEPTEN-EDF. Le débit retenu de 50 m3/h est surévalué et permet d'évacuer la puissance résiduelle après l'arrêt du réacteur.

#### *Sur la capacité de la nappe :*

Les essais doivent permettre de confirmer les études et les données historiques de la nappe. En outre, depuis les travaux de création de la centrale et la construction d'un seuil sur la Loire, celle-ci a tendance à alimenter la nappe et non plus à la drainer.

#### *Sur le respect d'échéances*

Avant le 31/12/2013, un système d'appoint par une motopompe alimentée par les groupes électrogènes disposés sur les toits des bâtiments a été mis en place.

Des dispositifs complémentaires (tuyauteries, vannes et raccords pompiers) ont été mis en place avant le 31/12/2014 et permettent d'utiliser des moyens mobiles d'appoint en eau. A terme, ces dispositifs seront raccordés aux moyens fixes qui seront mis en place. Ces dispositifs permettent de réalimenter en eau les générateurs de vapeur et le réservoir servant d'appoint au réacteur ainsi qu'à la piscine de stockage du combustible.

#### *Sur la proposition de construire deux puits de pompage*

La prescription EDF DAM22 demande que les forages soient réalisés de façon à empêcher la mise en communication de nappes phréatiques souterraines distinctes. En outre suite à l'étude des données historiques de la nappe des alluvions par TEGG, cette solution ne s'avère pas nécessaire.

## Position de l'ASN

L'ASN a estimé, comme la CLI, que l'étude relative à la phase pérenne n'est pas couverte par la demande actuelle.

## Echanges

### ➤ Sur les débits et volumes d'eau stockés ou pompés

ASN : sur les CNPE, il y a des bâches de sécurité vides disponibles en permanence de sorte que le CNPE puisse stocker des effluents éventuellement contaminés.

CNPE : l'étude de débit a été réalisée par Septen

ASN : l'Etat ne réglemente pas les situations accidentelles, ainsi les autorisations ne peuvent être données que pour des volumes correspondant à une exploitation normale.

Actuellement le CNPE dispose d'une autorisation de pompage dans la nappe de craie en vue de besoins en eau potable. La nappe nécessite des dispositions de protection. En 2011, il y a eu un rejet de la demande de renouvellement. Il a en particulier été demandé que tout nouveau prélèvement soit fait ailleurs que dans la nappe profonde.

### ➤ Sur l'origine et le devenir de l'eau de refroidissement

CNPE : L'eau de refroidissement est actuellement pompée en Loire. Il y a des bassins complémentaires importants qui permettent un stockage éventuel. Si ceux-ci étaient détruits, l'eau serait réintégrée dans le sol. Le principe de stockage d'une réserve d'eau n'a pas été retenu précisément du fait de sa fragilité. Les moyens complémentaires sont définis dans le schéma ci-dessous

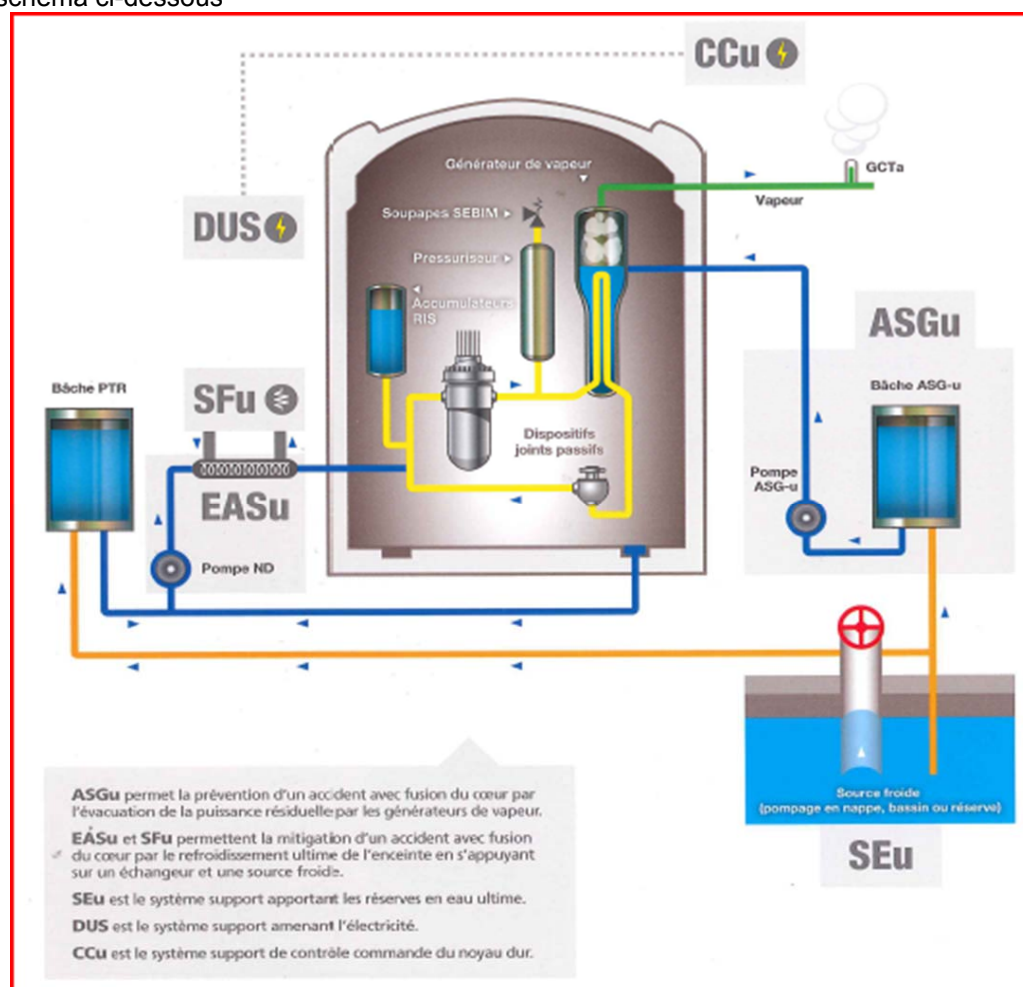


Schéma de principe de l'utilisation du pompage en nappe

- *Une année de sécheresse type 1976 a-t-elle été prise en compte ? Voir plusieurs années successives ?*

CNPE : les essais de pompage permettront précisément de répondre à cette question. La nappe est à 15 m de profondeur.

## **5. Communication : réunion inter-régionale des CLI**

---

L'idée d'organiser une réunion inter-régionale des CLI du bassin de la Loire moyenne sur la thématique « Nucléaire et territoires » est présentée, sur proposition des instances nationales de l'ASN en association avec l'ANCCLI.

M. Zmyslony estime que la proposition est bonne. Les rencontres du Val de Loire ont ainsi été organisées pendant 5 ans. Toutefois l'organisation d'une telle manifestation paraît difficile en 2015 compte tenu de la charge de travail.

## **6. Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès aux installations nucléaires de base (INB)**

---

M. Claude de Ganay, député président, présente le contenu du projet de loi qui vise à instaurer la progressivité d'une sanction en cas d'intrusion. Jusqu'à présent les contrevenants ne pouvaient être poursuivis que pour violation de domicile.

La proposition a été acceptée. L'objet est de prévenir et dissuader. Il prévoit des sanctions pénales fortes, graduées et cumulatives. Une personne seule, qui ne commettrait pas de dégradations sur les installations, risque de la prison ferme et une amende : 1 an d'emprisonnement et 15.000 € d'amende. Circonstances aggravantes : l'intrusion en réunion, accompagnée de destructions, qui pourrait être punie d'une peine de 7 ans de prison et 100.000 € d'amendes.

Un amendement a été ajouté, demandant qu'avant le 30 septembre 2015, un rapport évaluant les risques liés aux drones soit présenté aux parlementaires.

Des moyens de chasse peuvent être sur place en moins de 7 minutes en cas d'alerte. Mais un drone volant en basse altitude ne peut pas être détecté par les radars. Des systèmes de brouillage peuvent être envisagés, mais cela peut avoir des effets collatéraux non maîtrisés. Le risque pour une centrale est toutefois quasiment nul du fait de la faible capacité de transport de tels engins.

### **Echanges**

M. Soler précise que les députés écologistes se sont opposés au projet de loi mais ne sont pas opposés à une protection des sites.

Précise que ces intrusions ont surtout été des systèmes d'alertes. Conçoit qu'il ne faille pas entrer illégalement sur des sites, mais cela reste une alerte. Cette loi risque de réduire les alertes.

Ne pense pas non plus que les drones soient un danger grave.

C. de Ganay : On ne peut pas dénoncer un manque de sécurité des centrales et dire que c'est scandaleux quand précisément on met en place des protections. L'ASN est en charge de la sûreté, pas de la sécurité. On est un des rares pays sans fondement juridique pour ce genre d'intrusion.

*M. Perrucot (ACIRAD-Centre) :* Pense que la bonne réponse est le PSPG. La pénalisation n'apporte rien. Les militants Greenpeace vont certainement être dissuadés, mais assurément pas les terroristes.

*C. de Ganay :* Tous les militants ne sont pas des lanceurs d'alerte. Ce projet de loi vise précisément à dissuader les jusqu'au-boutistes. Cela permettra aux gendarmes d'évaluer la dangerosité des individus. En tout état de cause, ce n'est pas parce que l'on a franchi le premier niveau de barbelés que les CNPE ne sont pas surs.

*Patrice Risch (Dir CNPE) :* Les intrusions de Greenpeace n'ont jamais rien prouvé. De vrais exercices d'intrusion sont en fait réalisés avec le PSGN et permettent d'évaluer les capacités des équipes à réagir en cas de tentative d'intrusion.

## **7. Questions diverses**

---

### ➤ Participation de membre(s) de la CLI à un contrôle de l'ASN.

M. Zmyslony propose qu'un ou deux membres de la CLI accompagnent les inspecteurs de l'ASN lors d'une visite qui se passerait le 30 avril 2015 sur le thème « agression par un séisme ».

### ➤ Visite thématique du CNPE

M. Risch rappelle qu'une visite thématique de la centrale peut être organisée pour les nouveaux arrivants.

### ➤ Disparition du préjudice d'environnement pour certaines communes

M. Lepeltier signale que le préjudice d'environnement lié à la proximité de la centrale qui permettait à 4 communes proches de la centrale de bénéficier d'un écrêtement de leurs redevances a disparu avec la réforme de la taxe professionnelle.

Il s'agit ainsi d'une triple peine :

- Un préjudice non reconnu ;
- La somme en question est intégrée au potentiel fiscal d'où un potentiel supérieur à d'autres communes ;
- Perte pour les communes ne disposant pas de fonds importants.

Le coût annuel est de l'ordre de 40 000 à 50 000 €, ce qui est considérable pour une petite commune et ce alors même qu'elle continue à entretenir du matériel en lien avec la présence de la centrale.

T. Soler précise qu'une réponse est en cours de préparation.

## **PROCHAINE REUNION : 26 mai 2015 à l'Hôtel du Département – Orléans.**

à Orléans le 7 avril 2015

Le Président de la commission

*Signé*

Claude de GANAY